

20 - 30 avril 1997 : 10 jours pour l'art contemporain

Philippe Douste Blazy a décidé de lancer le mois prochain une campagne d'information et de sensibilisation consacrée aux arts plastiques et à la création contemporaine, les 10 jours de l'art contemporain.

La France compte, grâce à l'action du ministère de la Culture, un réseau unique au monde : **les fonds régionaux d'art contemporain**, qui constituent des collections publiques propres à chaque région ; **les centres d'art**, qui ont pour vocation de présenter des expositions de jeunes artistes ; **les écoles d'art**.

Ces lieux publics de création, de diffusion et de formation attirent chaque année un grand nombre de visiteurs (en 1996, 270 000 visiteurs pour les 150 expositions des 23 Frac ; 250 000 visiteurs dans les 26 centres d'art ; 18 000 personnes inscrites au cours du soir des 56 écoles d'art). Ils auront 10 jours, en avril prochain, pour attirer ceux qui ne les connaissent pas encore.

L'opération sera inaugurée par une *NUIT DES ARTS PLASTIQUES*, le 19 avril et s'achèvera par des journées portes ouvertes dans les écoles d'art, les 28, 29 et 30 avril.

Entre ces deux temps forts, à Paris et en régions, les *10 jours de l'art contemporain* multiplieront les points de rencontre entre le public et l'art.

Un débat organisé avec le journal *Le Monde* et France-Culture intitulé *L'art contemporain : ordres et désordres*, se tiendra à l'École nationale supérieure des Beaux-arts de Paris. Il tentera de répondre aux polémiques, controverses et autres attaques qui visent actuellement la création dans notre pays.

Ces manifestations seront reconnaissables du grand public grâce à un label, créé par une jeune graphiste.

Rens : Dap, 01.40.15.74.60.

N°5

Public :

- les dix jours de l'art contemporain
- *Printemps palestinien*
- scènes de musiques actuelles
- *le français comme on l'aime*

PAGES 1 - 3

Orientations :

- conservation des documents anciens
- mesures en faveur de l'archéologie
- rapprochement des écoles d'art de Limoges et Aubusson,

PAGE 4

Un homme, un lieu :

- l'art contemporain en milieu rural
- le Centre des archives d'Outre-mer

PAGES 5 - 7

Panorama :

- *Saison France-Belgique*
- coopération culturelle française avec le Québec et le Canada

PAGES 8 - 12

Enrichir :

- archives de la Mission de France
- Centre national de l'estampe
- une Scène nationale à Clermont-Ferrand

PAGES 13 - 14

Ecouter, voir

PAGES 15 - 20

La culture palestinienne contemporaine sera à l'honneur, de mars à juillet 1997 avec le *Printemps palestinien*, un ensemble de manifestations d'arts plastiques, musique, littérature, cinéma, théâtre, des rencontres et des colloques.

Cette saison débutera officiellement le 26 mars à Paris, à l'Institut du monde arabe (Ima) et à la Fnac. La France est le premier pays à accueillir une manifestation de grande ampleur consacrée à la culture palestinienne.

□ **cinéma** : une soirée spéciale cinéma palestinien organisée par le Cnc. A l'Ima, *Ecrans de mémoire*, série de projections, confronte les regards de palestiniens issus de la diaspora et ceux de cinéastes arabes et européens.

□ **colloques** : *Architecture et villes palestiniennes, Histoire de la Palestine contemporaine.*



"L'affirmation de notre droit à l'existence ne pouvait être mieux exprimée que par nos poètes, nos cinéastes, nos peintres et nos musiciens. Cette saison respecte la richesse du vécu palestinien...", Leila Shabid, déléguée générale de la Palestine en France.

□ **livre** : le ministère de la Culture (Cnl) accueille dans le cadre des *Belles Etrangères*, du 12 au 23 mai, une douzaine d'auteurs palestiniens, en liaison avec le Salon euro-arabe du livre.

□ **musique** : l'ensemble Soufi de Jérusalem se produira pour la première fois en France, à l'Ima. La Maison des cultures du monde proposera des *chants de village*.

□ **photographie** : plusieurs expositions seront présentées par la Fnac et l'Ima. Cet été, lors des rencontres internationales de la photographie d'Arles, Awad Awad, photographe à l'Afp et d'autres envoyés spéciaux seront sur les cimaises, dans le cadre d'un programme *Echanges pour l'intégration* (programme lancé à la fin de l'année 1995 par le ministère des Affaires étrangères et l'Adri*). L'exposition sera itinérante.

□ **théâtre** : plusieurs pièces au programme. Parmi elles, *L'optimiste* (mélange des mots optimiste et pessimiste) de Mohamed Bakri, à partir du roman de l'écrivain palestinien Emile Habibi *Les aventures extraordinaires de*

*Adri : agence pour le développement des relations interculturelles

Saïd le pessimiste, qui évoque la vie des arabes en Israël entre 1948 et 1967. La pièce sera jouée en régions et au théâtre des arts de Cergy-Pontoise.

Le ministère de la Culture de l'autorité palestinienne, les ministères français des Affaires étrangères et de la Culture (Cnl, Dai, Cnc et plusieurs Drac) présentent ce *printemps palestinien*, organisé par l'Institut du monde arabe et l'Afaa.

Les manifestations se dérouleront à Paris (Ima, Maison des cultures du monde, Fnac...), dans la région parisienne (Champigny, Cergy-Pontoise...), et en régions (Aix-en-Provence, Arles, Belfort, Grenoble, Marseille, Nantes, Strasbourg).

Rens : Michket Krifa, 01.45.41.45.13. Fax 01.45.41.44.80. Belles Etrangères, Cnl Martine Grelle, 01.49.54.68.71 et Florabelle Rouyer 01.49.54.68.46.

scènes de musiques actuelles

La première rencontre nationale des scènes de musiques actuelles s'est déroulée à Marseille, les 5 et 6 février derniers. Les responsables de ces lieux d'un type nouveau, les élus et les professionnels, sont venus nombreux prendre part à cette étape d'une politique annoncée par le ministre en octobre 1995.

Octobre 1995, Agen : présent à l'ouverture du *Florida*, complexe consacré aux musiques actuelles, Philippe Douste-Blazy annonce sa volonté de développer une politique de soutien aux salles de petite et moyenne capacité. Il s'agit d'aller dans le sens d'une aide désormais pérenne, de développer au cas par cas le partenariat avec les collectivités locales et de constituer un véritable "réseau" intégrant, au plus proche de la réalité du terrain, des lieux de typologies différentes.

La politique conduite par la Direction de la musique et de la danse à l'égard des *scènes de musiques actuelles* regroupe ainsi :

□ les *cafés-musiques*, jusqu'alors sous tutelle de la Ddf. Lieux de proximité de

petite jauge (100 à 200 places), ils sont en général implantés dans des zones culturellement défavorisées ; leur activité artistique va de pair avec un travail d'insertion et une attention particulière aux publics en difficulté ;

□ les *salles spécialisées* dans le jazz, la chanson, ou les musiques traditionnelles, à qui elles offrent un champ d'expérimentation et de création indispensable ;

□ les *salles généralistes* de moyenne capacité (200 à 1000 spectateurs), qui s'ouvrent aux groupes en voie de professionnalisation comme aux artistes nationaux et internationaux ;

□ les *complexes musiques actuelles*, d'une jauge souvent supérieure à 400 places, qui associent à la diffusion du spectacle vivant des missions de formation et de pré-professionnalisation des groupes et disposent d'espaces d'accueil et de lieux de répétition.

L'engagement de l'Etat à l'égard d'une *scène de musiques actuelles* est fonction du projet artistique de celle-ci, de ses objectifs d'insertion sociale et de conquête des publics, ainsi que de l'identification d'une équipe professionnelle. Il se concrétise par la signature d'une convention d'objectifs tripartite entre la salle, l'Etat et les collectivités locales, pour une durée de trois ans.

Au cours de l'année 1996, 124 lieux ont été identifiés comme *scènes de musiques actuelles* ; un budget global d'environ 17 MF leur a été dévolu par la Dmd, contre 8 MF pour l'ensemble des lieux musicaux en 1995.

Février 1997, Marseille : la première rencontre des *scènes de musiques actuelles* témoigne de leur vitalité. En prise directe avec les attentes des amateurs et des professionnels, au point même de rencontre de leurs univers, et au contact de publics à fidéliser ou à conquérir, les *scènes de musiques actuelles*, par leur diversité, par leur volonté de dialogue, affirment leur rôle, à mi-chemin entre enjeux artistiques et contexte social.

La rencontre de Marseille avait été préparée par des groupes d'études réunis dans trois régions (Provence-Alpes-Côte d'azur, Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais) et par un comité national de pilotage.

Orientée vers trois grandes directions - le développement des carrières d'artistes, la formation des responsables de lieux, la recherche des publics -, leur réflexion a permis à la Dmd de rédiger un projet de charte d'objectifs, proposé aux participants de la rencontre de Marseille réunis en ateliers.

Ce projet de charte d'objectif est désormais en débat et devra être validé par l'ensemble des partenaires et des interlocuteurs avant le mois de juin 1997, pour que soient confortés et stabilisés ces lieux essentiels au développement de la vie musicale.

La liste des scènes de musiques actuelles est disponible à la Dmd, Département de la chanson, du jazz et des industries musicales, 01.40.15.88.47/89.61.

La semaine de la langue française et de la francophonie

Philippe Douste-Blazy et Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la Francophonie, ont présenté *La Semaine de la langue française et de la francophonie*, qui conjuguera deux opérations :

- la *semaine de la francophonie* (17 - 26 mars) qui, comme chaque année depuis 1986, mobilisera tous les acteurs de la francophonie ;

- l'opération *Le français comme on l'aime*, (17 - 23 mars) organisée pour la deuxième année consécutive par la délégation générale à la langue française du ministère de la Culture.

Campagne de promotion de la langue mais aussi de sensibilisation des publics, *Le français comme on l'aime* rassemble institutions, associations, écoles, bibliothèques, entreprises, à Paris et en région parisienne, dans la plupart des régions françaises ou à l'étranger.

Des portes ouvertes sont organisées dans certains lieux emblématiques : Académie française, Imprimerie nationale, Journaux officiels, rencontres avec les chercheurs de l'Institut national de la langue française...

Plusieurs aspects sont mis en valeur : le rôle du sport et de l'olympisme dans la diffusion du français à l'étranger : la *dictée de l'olympisme*, animée par Bernard pivot et Raymond Devos sera retransmise depuis le siège du Comité international olympique de Lausanne ; à l'occasion de la 8^e *semaine de la presse* dans les écoles, des élèves de lycées et collèges partiront à la découverte des médias et de leur fonctionnement, tandis que le réseau des *Plumes* (jeunes ambassadeurs de la langue française) proposera des animations dans les établissements scolaires.

Le 20 mars, à l'occasion de la *nuite de l'Internet francophone*, un jeu virtuel permettra à un millier de jeunes de communiquer et de découvrir les sites francophones de la planète. Le concours *le mot d'or* a récompensé des élèves et étudiants d'économie et de gestion, ainsi que des professionnels, qui diffusent un vocabulaire authentiquement français dans le monde économique. La chanson française n'est pas oubliée, avec les 2000 artistes de la chanson francophone qui se produisent dans le département des Hauts-de-Seine.

Programme complet : Dglf, 01.40.69.12.72 et 12.83.

archives

La croissance de la demande de consultation des documents anciens et la multiplication des expositions posent de graves problèmes de conservation.

La Direction des archives de France et la Mission de la recherche et de la technologie ont voulu dresser un constat des conditions de conservation des documents anciens et aborder la question des chocs (thermiques, hygrométriques, lumineux...) subis par ceux-ci lors de leur passage des réserves en salle de consultation ou d'exposition. L'étude, confiée au cabinet Lambert, a permis de déterminer des cotes d'alerte pour l'amplitude des variations de température et d'hygrométrie subies par les documents ainsi que pour leur fréquence.

Doter les services d'instruments permettant une meilleure connaissance de l'état des fonds et une maîtrise des conditions d'ambiance dans les magasins et espaces de communication ou d'exposition, est une tâche urgente. Pour faciliter la connaissance de l'état des fonds, le cabinet Lambert a proposé une fiche de santé, applicable au document unique comme à la série complète ; d'un maniement simple, la fiche peut être complétée par toutes les catégories d'agents. L'outil permettra une première appréciation des priorités à mettre en œuvre dans le cadre d'une campagne de protection ou de restauration des documents.

Cette étude, menée auprès de quelque 400 services (la totalité des services d'archives départementales d'une part, 110 bibliothèques et 225 services d'archives municipaux d'autre part) a par ailleurs, permis de constater encore bien des lacunes dans les moyens déployés pour lutter contre un environnement à risques et dans les espaces de conservation comme dans ceux réservés à la consultation : absence trop fréquente d'instruments de mesures, sous-équipement de nombreux services en matière d'appareils de régularisation des paramètres analysés, alors qu'une bonne prévention passe prioritairement par un contrôle régulier de la température et de l'humidité dans les espaces concernés, ainsi que par un ajustement aussi précis que possible de leurs conditions climatiques.

Le cabinet Lambert est spécialiste de l'étude technologique et du conseil scientifique. Rens : Michelle Bubenicek, conservateur au service technique, Archives de France, 01.40.27.66.00.

arts plastiques

projet Enad Limoges/Aubusson. La délégation aux Arts plastiques vient de confier à Otto Teichert, récemment nommé directeur de l'Ecole nationale d'art décoratif de Limoges, une mission d'étude sur le rapprochement des Ecoles nationales d'art décoratif de Limoges et d'Aubusson. L'objectif est de valoriser et développer la spécificité des enseignements dispensés sur ces deux sites, à travers la conception d'un projet capable de donner toute pertinence au regroupement des deux structures.

Une première étude de faisabilité sera remise à la Dap courant mai 1997.

patrimoine

Le ministre de la Culture a décidé de prendre des mesures pour résoudre les difficultés que connaît actuellement l'archéologie nationale et tout particulièrement l'archéologie préventive.

D'éminents spécialistes ont depuis plusieurs années produit des rapports sur cette question. Si aucun de ces travaux n'a jusqu'à présent réuni l'assentiment unanime des archéologues, ils ont toutefois permis d'identifier avec précision les problèmes techniques et juridiques que pose la gestion de l'archéologie en France.

Le ministre a proposé à tous les organismes représentatifs des acteurs de l'archéologie nationale de préparer des *Assises nationales de l'archéologie*.

A cet effet, une série de tables rondes sera organisée d'ici la fin du mois de mars. Celles-ci seront l'occasion de la confrontation la plus large et la plus diversifiée possible. La date des assises nationales dépendra de ces échanges et devra être fixée d'ici l'été.

Ceci permettra l'élaboration et la proposition avant la fin de l'année d'un projet de loi précisant le cadre juridique et financier de l'archéologie préventive à partir des orientations dégagées au cours des Assises nationales. Toute proposition de loi devra s'inscrire dans le cadre de la convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique signée à Malte en 1992 et ratifiée en 1994. Elle devra en outre respecter :

- la prise en charge du financement de l'archéologie par les aménageurs et non par des ressources budgétaires,
- la confirmation de la responsabilité des services de l'Etat pour fixer les prescriptions que les aménageurs sont tenus de respecter,
- le maintien des conditions d'existence et de développement d'une archéologie professionnelle.

Le ministre souhaite ainsi améliorer le dispositif juridique et réglementaire de l'archéologie en France. Cette volonté témoigne de l'importance que le gouvernement attache à la protection du patrimoine archéologique et réaffirme le caractère national et l'intérêt public de l'archéologie préventive.

Rens : Dp, François Muller, 01.40.15.82.92.

une expérience de diffusion de l'art contemporain en milieu rural

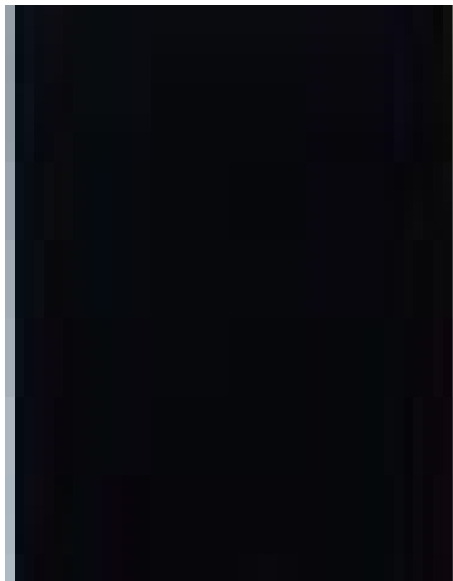
Monique Stupar est responsable de *Rur'art et de l'Espace d'art contemporain - Centre de ressources du lycée agricole Xavier Bernard de Venours, près de Poitiers. L'Espace d'art contemporain possède un fonds documentaire, un atelier d'artiste et une salle d'exposition. Sa nouvelle réalisation, *Terres d'ici et d'ailleurs* est, pour Monique Stupar, la plus ambitieuse à ce jour. C'est aussi un test pour l'avenir.**

Quand on visite l'exposition *Terres d'ici et d'ailleurs*, on entre dans un monde désertique fait de terre craquelée jaune saupoudrée de poussière de brique rouge, terre parsemée de constructions qui semblent vouloir se fondre dans le paysage et paraissent minuscules au regard des géants qui les côtoient - trois guerriers masai et une danseuse. Ce monde qui a l'air de s'être arrêté au moment où nous arrivons, figeant les personnages dans leurs mouvements, est l'œuvre de deux plasticiens, un africain, Ousmane Sow et un américain, Charles Simonds. Ousmane Sow a envoyé les quatre sculptures de son Sénégal natal, à charge pour Charles Simonds de les mettre en scène. Les deux artistes ne se rencontreront que le jour du vernissage.

Terres d'ici et d'ailleurs est la deuxième exposition présentée dans le tout nouvel Espace d'art contemporain du lycée agricole de Venours, un modèle unique en son genre. Et "l'aboutissement de dix ans de travail", précise Monique Stupar. Un peu plus même puisque la première tentative de ce professeur d'éducation culturelle - également plasticienne - pour sensibiliser ses élèves et toute la région aux arts plastiques remonte à 1983 avec la mise en place d'une *Semaine des arts plastiques*. "200 élèves artistes pendant une semaine", résume-t-elle aujourd'hui.

En 1987, *Aujourd'hui l'art : matériaux, formes, couleurs*, présente 40 œuvres - peinture, sculpture, photographie - empruntées au Frac de Poitou-Charentes. L'exposition n'est pas seulement destinée aux élèves du lycée agricole. "J'ai pris en charge tous les enfants du canton, tous les publics jeunes, de la maternelle aux adolescents, afin d'étudier les stratégies à mettre en place avec eux", se souvient Monique Stupar qui tire aussi de l'expérience la

Terres d'ici et d'ailleurs,
CH. Simonds - Ousmane Sow.
Mars 1997 - mars 1998.
Lycée Xavier Bernard.



©Silver Simphor.

conclusion qu'il lui faut entraîner les autres lycées agricoles de la région dans le mouvement.

L'année suivante, 15 œuvres du Frac d'Alsace circulent dans sept lycées agricoles et centres culturels ruraux. Durant l'année scolaire 1989-90, le réseau s'étend à 15 lieux qui accueillent trois expositions : l'une autour d'un artiste local, Mariène Gâtineau, l'autre de la gravure, la troisième à partir des fonds des Frac de Poitou-Charentes, d'Aquitaine et de Languedoc-Roussillon. Pour la première fois, avec *6 communes, 6 écoles, 6 artistes*, des artistes travaillent avec des élèves à la réalisation d'œuvres monumentales. D'autres éditions suivent : avec 11 écoles l'année suivante, l'ouverture au département des Deux-Sèvres en 1991, et la présence d'artistes européens en 1993... Au total, 70 œuvres sont réalisées.

Au fil du temps, *Rur'art*, structure créée en 1988 pour mener ces actions, abritée par le Complexe régional d'information pédagogique (Cript) dont elle devient l'un des secteurs, s'ouvre à d'autres disciplines artistiques, notamment la musique.

A l'exposition du Centre, s'associe une exposition photographique des œuvres qui tournera dans les autres lycées agricoles et sera présente au festival *Musiques Métisses* d'Angoulême, lequel enverra un groupe de son programme jouer dans six lycées. A l'automne, c'est en lien avec un autre festival, les *Francophonies de Limoges* qu'une pièce de théâtre africaine sera présentée dans plusieurs établissements d'enseignement

* *Rur'art* : réseau régional d'établissements d'enseignement agricole de Poitou-Charentes associés pour le développement d'actions culturelles et artistiques

agricole. A cela s'ajoutent deux reportages - photographie et vidéo - réalisés par des élèves du lycée Xavier Bernard, l'un en Afrique sur les adolescents dans les quartiers difficiles de Dakar ; l'autre en Hongrie, sur les maisons en terre peinte, l'exposition devrait circuler dans l'arc Atlantique, en collaboration avec une association locale, *Terra Villa*, dont le but est de réhabiliter les maisons en terre. Enfin, au-delà du circuit des enseignements agricoles, Monique Stupar veut comme toujours, toucher l'ensemble des établissements scolaires de la région. Des écoles des neuf communes voisines aux 180 lycées. Et les parents. L'exposition sera même ouverte le dimanche. Forte des 5000 visiteurs de *Saveurs*, elle en espère au

moins 10 000 cette fois-ci. Le chiffre minimum pour pouvoir élargir et consolider la structure : engager un secrétaire à plein temps, un technicien, pourquoi pas un historien d'art. Et pour envisager avec enthousiasme une suite à cette déjà longue aventure.

Espace d'art contemporain - Centre de ressources, Lycée agricole Xavier Bernard, 86 480 Rouillé, 05.49.43.95.33. Terres d'ici et d'ailleurs, du 21 mars 1997 au 20 mars 1998. Vernissage le 21 mars 1997 à 17h30.

le Centre des archives d'Outre-mer et ses missions

Récemment nommée à la direction du Centre des archives d'Outre-mer, Françoise Durand-Evrard, conservateur général du patrimoine, nous fait part des spécificités de cette institution et des priorités qu'elle entend développer, ceci à la veille du colloque international sur les littératures coloniales et de l'exposition qui lui est liée. (Voir *Lettre* n°3).

.....
entretien avec Françoise Durand-Evrard,
conservateur général du patrimoine
.....

Quelle est aujourd'hui la place du Centre des archives d'Outre-mer dans le réseau des institutions archivistiques ?

Délocalisé à Aix-en-Provence, le Centre des archives d'Outre-mer est un dépôt central des Archives nationales qui en compte quatre autres : le Centre des archives contemporaines à Fontainebleau, le dépôt central des microfilms à Espeyran (Gard), le Centre des archives du monde du travail à Roubaix, la future Maison de la mémoire de la V^e République à Reims, (voir *Lettre* n° 416 et 421). Le Centre est dirigé par un responsable : sa politique est définie par le directeur des Archives de France qui contrôle son exécution.

Voudriez-vous préciser la logique qui a conduit à la création du Centre des archives d'Outre-mer ?

Au terme des décolonisations, André Chamson, directeur général des Archives de France, faisait le choix d'Aix-en-Provence pour implanter un dépôt des archives d'Outre-mer situé dans un ensemble universitaire alors en cours de création. La proximité de Marseille, la présence dans cette université d'unités spécialisées dans l'histoire coloniale expliquent largement cette implantation. Ce dépôt regroupait les archives de souveraineté française rapatriées des

territoires devenus indépendants. En 1986, les archives ministérielles modernes, essentiellement celles du ministère des Colonies, conservées rue Oudinot dans les locaux du ministère des Dom-Tom, rejoignent le dépôt d'Aix, dénommé en 1987 *Centre des archives d'Outre-mer*, (le ministère des Colonies a été supprimé en 1960). Les archives de l'actuel ministère de l'Outre-mer suivent les règles archivistiques communes et sont versées au Centre des archives contemporaines et celles des départements et territoires d'Outre-mer sont conservées dans les services d'archives locaux. Alain Erlande-Brandenburg, directeur des Archives de France, a voulu renforcer les caractères spécifiques de chacun des centres des Archives nationales. En 1994, le fonds ancien des colonies est transféré à Aix et en 1995 les fonds économiques.

Héritier de trois siècles d'histoire et d'archives, le Centre des archives conserve maintenant toutes les archives de l'histoire coloniale française.

Quelles sont les missions essentielles du Centre et celles sur lesquelles vous souhaitez aujourd'hui concentrer vos efforts ?

Comme tous les services d'archives, les missions essentielles du Centre se résument en deux mots : classer, communiquer.



Centre des archives d'Outre-mer.

contexte, un lieu de mémoire mais surtout un lieu de vérité et nous avons tous ici le sentiment que nos lecteurs ont besoin de cette vérité que nous conservons.

**Rens : Caom, 29 chemin du Moulin
Detesta, 13090 Aix-en-Provence,
04.42.93.38.50.
Fax : 04.42.93.38.89.**

Mais ces missions sont particulièrement difficiles. En effet, la collecte des fonds n'a pu être maîtrisée et le transfert des archives des territoires vers la métropole a été également source de désorganisation : ainsi le Centre s'est retrouvé, en quinze ans, devant une masse de documents peu et diversement organisés. Notre premier effort doit donc porter sur un classement rapide et parfois sommaire pour rendre tous les fonds accessibles aux chercheurs. Héritier de fonds de provenances diverses, le Centre est aussi l'héritier de pratiques archivistiques diverses et il existe une trentaine de cadres de classements différents, ce qui rend l'accès aux archives particulièrement difficile pour les lecteurs. Il me paraît donc urgent de travailler très vite à un guide des archives d'Outre-mer.

Communiquer, c'est aussi organiser des expositions et des colloques qui permettent de partager ce superbe patrimoine archivistique avec ceux qui ne viennent pas travailler dans la salle du public. Depuis l'inauguration des locaux d'accueil en juin 1996, trois expositions ont été montées. Nous achevons la préparation de celle consacrée aux littératures coloniales, qui sera inaugurée à l'occasion du colloque international sur ce thème, mis au point par l'association *Mémoires méditerranéennes*.

Conserver et affermir le rôle international du Centre est une mission que j'ai héritée de mes prédécesseurs. Mais j'y ajouterai un volet essentiel : contribuer à la création d'une archivistique tropicale et instaurer avec les pays dont nous conservons les sources une coopération archivistique. Nous sommes en effet les héritiers du travail archivistique de conservateurs qui ont vécu souvent de longues périodes outre-mer. Leur réflexion, leurs notes et leur expérience ont été jusqu'ici peu prises en compte dans l'action que mène la direction des Archives de France en Afrique et en Asie, action centrée sur le microfilmage des fonds.

L'implantation du Centre des archives d'Outre-mer dans cette région fortement marquée par l'histoire des anciennes colonies donne-t-elle au service une responsabilité particulière ?

Les Français n'ont pas fini d'écrire l'histoire de ces trois siècles. Ils n'ont pas fini non plus de rechercher une identité perdue. Il y a donc toujours dans l'histoire coloniale une spécificité psychologique importante, de l'imagination, des interprétations. Le Centre est, dans ce

Extension du bâtiment :

Afin de mieux répondre aux attentes de son public en constant accroissement, le Centre des archives d'Outre-mer a décidé de développer les espaces et les outils modernes de consultation dignes d'un centre international de recherches.

Ces extensions, qui s'organisent autour d'un patio minéral, comprennent principalement, au rez-de-chaussée, un vaste hall d'accueil, une salle d'exposition et une cafétéria et, au premier étage, une salle de lecture destinée à recevoir une centaine de personnes. La caractéristique essentielle du bâtiment réside dans les "ouïes", sortes de canons de lumière de forme triangulaire, pareils à des équerres à 30°, qui constituent l'ensemble des ouvertures du bâtiment. Présentes également en toiture, les "ouïes" témoignent d'une recherche poussée sur le mode d'éclairage du bâtiment. Par leur nombre et leur disposition, elles captent en façade une lumière indirecte indispensable à la conservation des documents rares consultés en salle de lecture.

Les travaux financés par l'Etat, maître d'ouvrage de l'opération, ont été réalisés par de jeunes architectes : Antoinette Robain, Claire Guiresse et Thierry Lacoste, lauréats du concours de 1993. Le Service national des travaux (Snt), la direction des Archives de France et la conservation régionale des monuments historiques de la Drac Provence-Alpes-Côte d'Azur ont apporté les appuis techniques, administratifs et financiers à la mise en œuvre de cette réalisation. Le département de l'organisation et des systèmes d'information (Dosi) a développé l'informatisation des communications au sein du Centre.

Cet ouvrage, dont les qualités sont reconnues par le public nombreux qui fréquente le Centre, a obtenu à l'automne dernier le prix de la première œuvre 1996 décerné par le Moniteur des travaux publics.

la Saison France-Belgique

Dans quelques jours, l'exposition *Paris-Bruxelles, Bruxelles-Paris* ouvrira ses portes aux Galeries nationales du Grand Palais. Il s'agit de la plus grande manifestation de la *saison France-Belgique* qui va se dérouler des deux côtés de la frontière pendant toute l'année 1997. Elle comprend des expositions mais aussi des conférences, des cours d'histoire culturelle, des publications, un festival de cinéma, du théâtre et des concerts... sans parler de l'Opéra Garnier qui donne actuellement *Pelleas et Mélisande*, mis en scène par Robert Wilson. La saison a été précédée d'un colloque, organisé à Bruxelles par les Archives et musée de la littérature et le musée d'Orsay, du 7 au 9 mai 1996, ayant pour thème les échanges politiques et culturels entre les deux pays.

La *Saison France-Belgique* mettra en valeur le rôle de premier plan que, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, Bruxelles, capitale du symbolisme littéraire et de l'Art nouveau, joua sur le plan artistique. Inscrite au procès-verbal de la commission mixte franco-belge, tenue à Bruxelles les 24, 25 et 26 septembre derniers, en application de l'accord intergouvernemental culturel du 15 janvier 1970, la *Saison* témoigne des liens historiques, politiques, linguistiques et culturels qui unissent de longue date la France et la Belgique.

Paris-Bruxelles, Bruxelles-Paris

Dès son ouverture, le musée d'Orsay avait eu le projet de consacrer une exposition à l'histoire commune de la France et de la Belgique. Ce projet devient aujourd'hui réalité, grâce au partenariat qui a pu s'établir entre le musée d'Orsay et le musée des Beaux-arts de Gand, qui célèbre, cette année, le bicentenaire de sa création et le centenaire de la fondation des Amis du musée.

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, des hommes remarquables se croisent entre Paris et Bruxelles... Du côté français : des exilés comme Victor Hugo en 1851, de simples voyageurs comme Baudelaire, Verlaine, Rimbaud ou Mallarmé, curieux de découvrir la "familiale étrangeté" d'un pays à la fois proche et différent, et des gens qui cherchent du travail comme Rodin... Du côté belge : des poètes, des peintres, des sculpteurs et des musiciens comme Maurice Maertelinck, Emile Verhaeren, les frères Stevens, Constantin Meunier, César Franck... qui vont chercher à Paris la consécration - et la trouve le plus souvent.

Les créations nées de ces déplacements - et des rencontres qu'ils ont occasionnées - sont le sujet de l'exposition *Paris-Bruxelles, Bruxelles-Paris*. Au fil des salles est illustré le mouvement d'aller-retour des mouvements artistiques et littéraires, et mis en évidence l'enrichissement que chacun des deux pays apporte à l'autre.

A l'influence du réalisme (Courbet expose douze tableaux au Salon de Gand en 1868, dont six seront présentés) et de l'Impressionnisme (Manet expose à Bruxelles en 1869), répondent le tachisme belge et la peinture singulière d'Ensor, avant que le symbolisme et l'Art nouveau ne s'imposent comme deux spécialités belges et fassent

connaître au monde de grands noms : Maeterlinck, Verhaeren, Léon Spilliaert, Félicien Rops, Delville, Khnopff...

Devenue à son tour un creuset des avant-gardes de tous les arts, grâce à l'enthousiasme de quelques esprits, à l'imagination de revues foisonnantes, à la force de groupements, tels les XX (1884-1893) puis *La Libre Esthétique* (1894-1914)... la Belgique impose ses créations dans tous les domaines : peinture, arts décoratifs, architecture, littérature, musique...

La visite de l'exposition va permettre, de salle en salle, de constater que la Belgique, après avoir participé directement à la vie artistique de la France, a développé son identité propre. Il y eut, certes, un modèle français, qui rayonna dans le monde entier... mais c'est incontestablement en Belgique que se sont élaborées certaines des plus remarquables créations du Symbolisme et de l'Art nouveau.

Paris-Bruxelles, Bruxelles-Paris (commissaires : Anne Pingeot, conservateur général au musée d'Orsay, et Robert Hoozee, conservateur du musée des Beaux-Arts de Gand). Galeries nationales du Grand-Palais, 21 mars - 14 juillet 1997. Musée des Beaux-arts de Gand, 6 septembre - 14 décembre 1997.

.....
 entretien avec Anne Pinget, conservateur général
 au musée d'Orsay, et commissaire de l'exposition :

S'agit-il vraiment d'une exposition pluridisciplinaire, comparable à celles organisées par le Centre Pompidou dans les années qui ont suivi son ouverture ?

L'équipe de préfiguration du musée d'Orsay qui a travaillé de 1978 à 1986 - date de l'ouverture du musée au public - a été très fortement marquée par les trois grandes expositions "duos" (*Paris-New York, Paris-Berlin, Paris-Moscou*) organisées au Centre national d'art et de culture Georges Pompidou... et l'idée de consacrer une suite d'expositions aux capitales du XIX^e siècle est venue tout naturellement à l'esprit. La première ville choisie avait été Bruxelles... Le projet a été long à mettre en œuvre mais il voit finalement le jour... et *Paris-Bruxelles, Bruxelles-Paris* est effectivement une grande exposition pluridisciplinaire. Elle réunit plus de 450 œuvres qui relèvent de toutes les grandes disciplines : peinture, sculpture, architecture, arts graphiques et arts décoratifs, photographie, littérature, musique...

Comment l'exposition est-elle structurée ?

Le parcours de l'exposition comprend quatre grandes sections : *Historicisme* - il faut entendre par là le goût, mêlé de nostalgie, pour le passé national, et le désir de le représenter, de le ressusciter... comme il advient avec le mouvement néogothique -, *Réalisme et modernité* - c'est dans cette section que sont accrochées les œuvres de Millet, de Courbet, de Manet et des Impressionnistes et Néo-Impressionnistes français qui ont été exposées en Belgique, où elles ont exercé une grande influence : les œuvres belges présentées en regard des œuvres françaises en témoignent -, *Le Symbolisme* - qui, plus que tout autre mouvement, suscita de très riches échanges entre écrivains, compositeurs et peintres - et enfin, *L'Art social et l'Art nouveau*.

Pouvez-vous nous dire un mot de cette dernière section ?

De nombreux artistes français et belges ont eu, dans le sillage du réalisme - qui était porteur d'un discours social - le souci d'exprimer l'essor du capitalisme industriel et ses effets sur la société. Cette section de l'exposition permettra de découvrir des œuvres de sculpteurs comme Jules Dalou et Constantin Meunier ou de peintres comme Maximilien Luce, qui expriment ce nouveau regard porté sur le monde du travail. Quant à l'Art nouveau, on peut estimer qu'en affirmant le rôle du beau dans la vie quotidienne, il a intégré cette dimension sociale dans les domaines de l'architecture et des arts décoratifs. La section proposera un ensemble de créations extrêmement varié : des objets dessinés par Henry Van de Velde, Emile Gallé, Philippe Wolfers, des plans de Paul Hankar, Victor Horta, Hector Guimard, des meubles, des affiches, des reliures, des céramiques, des textiles...



Félicien Rops.
 Namur 1833 -
 Essonne 1898.
 Pornokratès. 1878,
 aquarelle, pastel
 et gouache.
 Communauté
 française déposé à
 Namur, Etat belge.

Le Dai a apporté son soutien à des manifestations qui constituent une avant-première ou interviennent en contre-point de la saison :

□ les pièces de Werner Schwab, *les Présidentes* et *Excédents de poids* produites par le Théâtre Varia, à Paris, au Théâtre de la Cité internationale, du 20 au 26 janvier, puis en région. Mise en scène : Michel Dezoteux ;

□ le festival pluridisciplinaire *Bruxelles en scène*, organisé au Théâtre de Châtillon du 23 janvier au 4 février, qui a constitué une promotion de la création contemporaine bruxelloise, tant flamande que francophone, et de *l'Ecole de Bruxelles*, dont la vitalité artistique est remarquable.

□ le Festival *Théâtre en Compagnie II*, à l'initiative du Centre Wallonie-Bruxelles, qui permettra de découvrir, jusqu'au 26 mars, le travail de jeunes metteurs en scène de Wallonie et de Bruxelles, particulièrement attachés à l'écriture contemporaine. Une coopération a été récemment engagée par le ministère de la Culture avec ce Centre afin de donner un nouvel élan aux échanges entre jeunes compagnies françaises et belges francophones de théâtre.

1997 est donc une année phare pour les relations culturelles franco-belges. Les deux pays réaffirment, à cette occasion, leur volonté de favoriser dans les années à venir la coopération entre leurs musées, mais ils entendent également encourager des rencontres croisées de metteurs en scène, d'acteurs ou de danseurs (en mettant l'accent sur le monde contemporain), et poursuivre la mise en œuvre de manifestations et de festivals.

Rens : Dai, Claire Lyse Chambron, 01.40.15.37.20.

Panorama

L'exposition va-t-elle permettre au public de découvrir des œuvres mal connues ?

Le public va en effet pouvoir découvrir des artistes qu'il ne connaissait pas ou qu'il connaissait mal, et admirer des œuvres remarquables comme *La Plage de Blankenberghe* de Henri Van de Velde ou *La Fontaine aux agenouillés* de George Minne. Mais il y aura également beaucoup d'autres choses à découvrir dans une exposition qui, je vous le rappelle, va rassembler environ quatre cent cinquante œuvres relevant de domaines d'expression très différents. Les broderies sur soie d'Hélène de Rudder et les reliures Art nouveau constitueront sans doute aussi pour beaucoup des découvertes...

les autres expositions

Vers L'Age d'airain. Rodin en Belgique

L'exposition est centrée sur les six années que Rodin a passées en Belgique (1871-1877). Six années qui ont joué un rôle fondamental dans l'évolution personnelle de l'artiste... et dont il déclarait lui-même qu'elles étaient "les meilleures et les plus heureuses de sa vie".

Tout en poursuivant son éducation artistique auprès des maîtres anciens (l'exposition présente trois copies peintes d'après Rubens), Rodin a, au cours de ces six années, exécuté pour vivre de nombreux bustes de fantaisie. Il est également tombé sous le charme des paysages belges et a réalisé de nombreuses sanguines et peintures.

Mais Rodin, pendant les deux dernières années de son séjour, s'est également consacré à une œuvre plus personnelle, longuement méditée et préparée : *L'Age d'airain*. Six sculptures, trois dessins et vingt photographies anciennes illustrent le travail effectué par l'artiste pour cette statue... Achevée à la fin de l'année 1876, la sculpture a d'abord été exposée à Bruxelles, puis à Paris... et a donné une telle impression de vie que certains ont cru qu'il s'agissait d'un moulage sur nature.

L'exposition présente, outre ces différentes œuvres, les recherches les plus récentes effectuées sur les pièces exécutées en Belgique et dont certaines sont toujours *in situ*... et évoque les riches relations entretenues par Rodin avec les écrivains et artistes belges : Camille Lemonnier, Emile Verhaeren, Georges Rodenbach, Félicien Rops, Constantin Meunier...

Vers L'Age d'airain. Rodin en Belgique (commissaire général : Antoinette Le Normand-Romain, conservateur en chef des sculptures au musée Rodin. Commissaires : Claudie Judrin, conservateur en chef des dessins et de la collection de l'artiste au musée Rodin, et Jacques Vilain, directeur du musée Rodin, assistés d'Isabelle Vassalo, historienne d'art, chargée de mission au musée Rodin pour la préparation de l'exposition). Musée Rodin, du 18 mars au 15 juin 1997.

Les diverses expositions sont organisées par la Rmn/musée d'Orsay avec le concours de la Communauté flamande de Belgique, la Communauté française de Belgique et la Délégation Wallonie-Bruxelles à Paris. L'exposition Paris-Bruxelles / Bruxelles-Paris est réalisée à Paris avec le soutien de la Compagnie de Suez et le concours de la Fondation Electricité de France.



Portrait de Rodin.
Gustave Biot D8298.
Fusain et craie blanche
sur papier.
H. 60,3 cm ; L. 46,8 cm

Emile Verhaeren : un musée imaginaire

Remarquable connaisseur de la peinture de son époque et chroniqueur attentif des Salons et expositions, le poète symboliste belge Emile Verhaeren (1855-1916) a su discerner avec beaucoup de pertinence les artistes majeurs de son temps. Ce sont ces artistes que l'exposition *Emile Verhaeren : un musée imaginaire* rassemble.

L'influence de la peinture parisienne en Belgique irritait quelque peu la sensibilité nationale de Verhaeren... mais tout en réfutant avec persévérance l'influence de Manet sur Ensor ou en regrettant celle de Courbet, à cause de qui les Belges "se sont empêtrés dans le gris", il était parfaitement conscient de l'importance de Delacroix, de Gustave Moreau et de Puvis de Chavannes et de la filiation de ces maîtres avec le Symbolisme et le Néo-impersonnisme.

L'exposition, qui accorde une large place à Khnopff et à Ensor - deux artistes auxquels Verhaeren consacra une monographie -, dresse un vaste historique des rapports entre les écoles belges et françaises à la fin du XIX^e siècle. Elle illustre l'engagement d'un homme, soucieux de lier le combat des peintres avec celui des écrivains pour lutter contre toutes les formes d'académisme... et pour que triomphe la modernité.

Ce musée imaginaire fait aussi une place importante aux artistes qu'une amitié profonde ou un engagement idéologique commun a lié au destin du poète : Montald, Mellery, Schlopbach ou le sculpteur Minne... Des extraits de l'œuvre critique de Verhaeren - dont le corpus complet, établi par Paul Aron, paraît parallèlement à l'exposition (éditions Labor, collection *Archives du Futur*) - permettent de comprendre le travail du poète, et ses luttes pour l'art moderne.

Emile Verhaeren : un musée imaginaire (commissaires : Marc Quaghebeur, Directeur des Archives et Musée de la littérature de Bruxelles, et Marie-Pierre Salé, conservateur au musée d'Orsay). Au musée d'Orsay, à Paris, 18 mars - 14 juillet 1997, puis au musée Charlier, à Bruxelles, 9 septembre - 30 novembre 1997.

les débuts du cinéma belge

Des conférences, des concerts, des représentations théâtrales... et un festival de cinéma accompagnent les expositions organisées à l'occasion de cette saison franco-belge. Présenté par le musée d'Orsay, avec le concours de la Cinémathèque royale de Belgique et du Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, ce festival est consacré aux débuts du cinéma belge. *La Lettre d'information du ministère de la Culture* a rencontré Aïcha Kherroubi, responsable - avec Louis Héliot - de la programmation de ce festival pour lui demander de nous parler des films projetés.

.....
entretien avec Aïcha Kherroubi :
.....

Le cycle dont vous avez assuré la programmation va de Alfred Machin à Jacques Feyder... Qui était Alfred Machin ?

Le Français Alfred Machin a été envoyé par Pathé en Belgique en 1912, pour y fonder l'industrie cinématographique... et c'est donc lui qui est à l'origine du cinéma belge. Ses propres œuvres abordent tous les genres : le documentaire, la fiction, le comique, le drame... Il a réalisé plusieurs courts-métrages passionnants sur l'Afrique... et est également l'auteur d'un étonnant et prémonitoire long métrage en couleurs réalisé en 1913 : *Maudite soit la guerre*. Le Français d'origine belge Jacques Feyder a sans doute moins besoin d'être présenté car il est plus connu. Le festival projetera ses principaux chefs-d'œuvre : *L'Atlantide* (1921), *La Kermesse héroïque* (1935)... et des films moins connus et difficiles à voir comme *The Kiss*, réalisé aux Etats-Unis en 1929.

Le festival permettra-t-il de découvrir d'autres metteurs en scène ?

Bien sûr, et parmi eux Henri Storck, qui est une très grande figure du cinéma belge. Il est le premier cinéaste de ce pays à avoir été largement reconnu au-delà des frontières... Henri Storck a tourné les plus beaux documentaires poétiques et poético-sociaux des années 20 : *Images d'Ostende*, *Une pêche au hareng*, *Trains de plaisir*... Il est également l'auteur d'un remarquable film d'engagement social, *Misère au Borinage*, tourné avec Joris Ivens en 1933. Le festival présentera également les films d'un autre grand metteur en scène : Charles Dekeukeleire, qui peut être considéré comme le père du cinéma expérimental belge.

Quel lien a ce programme avec l'ensemble de la saison franco-belge ?

Il illustre la richesse des relations artistiques établies dans tous les domaines entre la France et la Belgique. Des relations qui, pour ce qui concerne le cinéma, ont été tout à fait déterminantes : c'est à elles que le cinéma belge doit sa naissance... Ces relations se sont ensuite poursuivies et développées pendant les années 20... et jusqu'à aujourd'hui.

Les débuts du cinéma belge d'Alfred Machin à Jacques Feyder. Auditorium du musée d'Orsay, 22 mars - 6 avril 1997.

La saison se déroulera de mars à juillet, à Paris, et de septembre à décembre, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre.

les autres expositions en France et en Belgique

- musée des Beaux-Arts, Nice : *Une commande "niçoise"* au Belge Nicaise De Keyser : les peintres des Grandes Ecoles de la collection Gambart (20 mars - 22 juin 1997) ;

- Centre Wallonie-Bruxelles, Paris : *Rops au temps des crocodiles* (19 mars - 25 mai) ;

- musée d'Art et d'Industrie, Roubaix : *Le Musée belge de Roubaix* (25 avril - 22 juin) ;

- bibliothèque royale Albert I^{er}, Bruxelles : *Edmond Deman, libraire-éditeur du tournant du siècle* (automne 1997) ;

- bibliothèque Wittockiana, Bruxelles : *Autour de La Jeune Belgique, les revues littéraires fin de siècle* (automne 1997) ;

- musées royaux d'Art et d'Histoire, Bruxelles : *Tervuren 1897* (à partir du 31 mai 1997) ;

- musée du Verre, Charleroi : *La pâte de verre ressuscitée, 1880-1914* (automne 1997) ;

- musée des Arts décoratifs, Gand : *Autour de la collection Art nouveau* (6 septembre - 14 décembre) ;

- musée communal, Ixelles : *Georges Lemmen, rétrospective* (24 avril - 13 juillet) ;

- musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren : *Histoire de Tervuren et de son musée* (11 juillet - 14 septembre).

coopération culturelle française avec le Canada et le Québec

Le cadre général de la coopération française avec le Canada et le Québec est fondé sur l'accord culturel de 1965 au sein duquel s'inscrivent différents accords particuliers (cinéma, audiovisuel, musée).

L'année 1996 fut particulièrement riche : organisation des *Belles étrangères* consacrées aux écrivains canadiens anglophones puis, en automne, un *Temps du Québec*, au sein du *Temps des livres*. Et de même que les *Francofolies* de la Rochelle réservent une salle à la musique québécoise, les *Francofolies* de Montréal donnent une place de premier plan aux artistes français.

En 1997, les visites à Paris des homologues canadiens et québécois de Philippe Douste-Blazy ont permis de donner un nouvel élan à ces coopérations culturelles.

Relations franco-canadiennes

Sheila Copps, vice-premier ministre du Canada, et ministre du Patrimoine canadien, s'est rendue à Paris où elle a évoqué avec Philippe Douste-Blazy différents thèmes de la coopération en matière culturelle :

Cinéma : l'accord cinématographique du 30 mai 1983 a permis un développement sensible de la coopération franco-canadienne. La France a conservé une importante part de marché (35 %) pour la diffusion de ses propres films en France, alors que la part de marché des films canadiens au Canada ne dépasse pas 8 %. Le ministre canadien pourrait être intéressé par une mission d'expertise portant sur le système français d'aide au cinéma.

Musées : l'accord signé en 1990 vient d'être renouvelé en novembre 1995 pour cinq ans. Il permet des échanges de spécialistes (missions d'expertise ou de formation). Il est financé annuellement par le Canada et la France (Dai et Dmf pour le ministère de la Culture) et tout récemment par le ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur).

Multimédia : lors de la visite d'Alain Juppé au Canada et au Québec (juin 96), une entente concernant la coopération et les échanges en matière de contenus culturels multimédia avait été signée.

La création de la cellule multimédia au Cnc, ainsi que le sous-groupe de travail qui se met en place dans le cadre de l'accord de coopération franco-canadien sur les musées, devraient permettre d'envisager des projets communs. Ce sous-groupe de travail prend le relais des rencontres institutionnelles franco-canadiennes dans le domaine de la numérisation du patrimoine instituées en 1994 et devrait alimenter les travaux du groupe de travail bipartite créé lors de la dernière commission mixte économique franco-canadienne (mars 1996).

Des experts se réuniront lors du prochain Mim à Montréal (21-23 mai), alors que des rencontres informelles se sont tenues lors du récent *Milia* à Cannes. Une réunion des ministres francophones responsables des autoroutes de l'information se tiendra en marge du *Mim*.

Relations

cinématographiques franco-canadiennes

Les cinématographies française et canadienne sont liées par l'accord du 11 juillet 1983 (modifié par accord du 8 février 1989, relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique. Depuis 1991 28 films ont été coproduits dont 8 d'initiative française, 17 d'initiative canadienne et 3 majoritaires d'un pays tiers. Le devis total de ces films s'élève à 706,15 MF dont 259,78 MF d'investissement français et 340,97 MF d'investissement canadien.

Relations culturelles franco-québécoises

Lors d'un récent entretien, les ministres Philippe Douste-Blazy et Louise Beaudoin ont annoncé leur volonté de relancer la coopération culturelle franco-québécoise, tout particulièrement dans le domaine des industries culturelles (cinéma, livre, disque...).

Cinéma : le premier festival du film français à Québec aura lieu du 6 au 10 avril. Organisé par Unifrance film, il permettra un échange d'expériences entre professionnels, de même que la tenue d'un séminaire *Malraux* sur les systèmes d'aides français et québécois en matière d'industrie cinématographique.

Livre : la Librairie du Québec à Paris et le *Temps du Québec*, au cours duquel 17 écrivains québécois ont fait connaître leurs œuvres en France ont été des succès. La coopération entre les professionnels afin d'augmenter la diffusion des œuvres littéraires québécoises et françaises sur chacun des marchés est prioritaire.

Fondation Félix-Leclerc : création d'un fonds franco-québécois, au sein de la Fondation Félix-Leclerc, qui servira à appuyer le développement de la carrière de jeunes artistes français et québécois. Ce fonds sera constitué à partir de la vente de l'œuvre littéraire de Félix-Leclerc dont le lancement français a eu lieu le 26 février au ministère de la Culture.

Multimédia : un groupe de travail bilatéral, chargé de mettre en œuvre le plan d'action convenu par les deux premiers ministres en juin dernier, a tenu sa première réunion lors du *Milia*. Ce groupe se réunira de nouveau lors du *Mim* à Montréal où de nouveaux projets d'investissements conjoints seront annoncés.

Rens : Dai, 01.40.15.37.08.

dépôt à Roubaix des archives de la Mission de France

Mgr. Georges Gilson, archevêque de Sens-Auxerre, prélat de la Mission de France et président de l'Association diocésaine de la Mission de France et Alain Erlande-Brandenburg, directeur des Archives de France, ont apposé leurs signatures le 26 novembre dernier au bas d'une convention de dépôt des archives de la Mission de France au Centre des archives du monde du travail, (Camt) à Roubaix. Conformément à cette convention, la consultation de ces archives (soit environ 400 boîtes de documents témoignant des activités et réflexions des membres de la Mission de France de 1943 à 1985) est soumise à l'autorisation du déposant.

Le choix de Roubaix pour conserver leur mémoire a été expressément voulu par les prêtres de la Mission de France : il s'explique par la vocation nationale du Centre des archives du monde du travail alors que la Mission de France a des points d'ancrage dans près de 50 diocèses de France et une action internationale. Mais il révèle surtout leur engagement, leur volonté "d'être avec le monde du travail" selon leur expression. C'est en effet dans le monde ouvrier et dans les milieux défavorisés qu'ils vivent et travaillent en communauté depuis 1943. C'est dans cet esprit qu'a été créé en 1941 à Lisieux leur séminaire sous l'impulsion du cardinal Suhard.

Grâce au bordereau détaillé rédigé par deux des leurs, Paul Collet et Bernard Boudouesque, ce fonds essentiel pour la connaissance de l'histoire sociale contemporaine peut déjà être mis à disposition de la recherche historique. Il occupe donc maintenant une place de première importance parmi un riche ensemble de fonds collectés par le Camt depuis 1993 qui témoignent de l'action de l'Eglise de France dans le monde ouvrier : archives de la Cftc-Nord, de militants jocistes, de militants des mouvements familiaux, de prêtres ouvriers, etc.

Rens : Armelle Desplanque-Le Goff, Centre des archives du monde du Travail, 78 bd du Général-Leclerc, BP 405, 59057 Roubaix Cedex 1, 03.20.65.38.00.

la maison Levanneur à Chatou

Le 20 mars prochain, Philippe Douste-Blazy inaugure le Centre national de l'estampe et de l'art imprimé, situé sur l'île des Impressionnistes de Chatou, dans la maison Levanneur. Ce nouveau centre d'art est entièrement voué à la création, la recherche et la diffusion dans le domaine de l'art imprimé.

La maison Levanneur a abrité au début de notre siècle les ateliers d'André Derain et de Maurice de Vlaminck. Tous deux ont fait de Chatou l'un des berceaux du fauvisme. Parallèlement à leur recherche sur la fonction constructive de la couleur, ils se sont exercés aux différentes techniques de la gravure, perpétuant une certaine tradition créatrice liant les artistes aux métiers de

l'impression. La maison Levanneur est donc apparue comme le lieu idéal pour abriter le Centre national de l'estampe et de l'art imprimé, voulu par le ministère de la Culture, la région Ile-de-France, le département des Yvelines et la ville de Chatou, dans le cadre de l'aménagement de l'île des Impressionnistes

Le centre est un lieu de résidence d'artistes et de production d'œuvres : François Morellet et Gérard Collin-Thiébaud sont les deux premiers artistes invités. Il éditera des catalogues et des livres d'art, et aidera à la constitution de collections d'œuvres imprimés, en apportant son conseil aux entreprises et aux particuliers. Il propose une programmation d'expositions, toujours liées à la création de notre temps : d'avril à septembre 1997, Gérard Collin-Thiébaud « revisitera » la production d'estampes d'André Derain, hommage à l'un des maîtres du lieu et à l'un des maîtres du genre. Et, jusqu'au 13 avril, le centre de Chatou accueille les 40 estampes de la commande publique présentées voici un mois par Philippe Douste-Blazy. Le centre propose aussi des actions pédagogiques : atelier et stages de pratique de l'estampe pour les jeunes et les adultes, visites guidées, etc.

La maison Levanneur bénéficie de l'aide de trois partenaires privés : le Novotel Atria, les papeteries d'Arches - déjà associées à la commande publique d'estampes - et la Fondation Electricité de France. Edf a implanté à Chatou sa direction des études et des recherches, il y a plus de cinquante ans et participe traditionnellement à la vie culturelle de l'île des Impressionnistes, notamment la Fête des Impressionnistes.

Rens : Centre national de l'estampe et de l'art imprimé, Ile des Impressionnistes 78400 Chatou - 01.39.52.45.35.

Une scène nationale à Clermont-Ferrand

Le sénateur-maire de Clermont-Ferrand, Roger Quilliot, a présenté le 14 février la scène nationale de Clermont-Ferrand, une structure de diffusion de spectacles dont le statut permet une aide de l'Etat. Pour Jacques Baillon, directeur du théâtre et des spectacles, cette nouvelle Scène nationale "comblera un manque qui pénalisait Clermont-Ferrand et l'Auvergne". La Scène nationale sera financée par la Ville, qui accordera des crédits pour les dépenses artistiques, mais apportera aussi le concours de ses équipes techniques. L'Etat apportera de son côté 500 000 F en 1997, une enveloppe qui pourrait être augmentée les années suivantes. Le Conseil général du Puy-de-Dôme devrait de son côté prendre en charge 5 à 10% du financement.

la production française de films en 1996

Le nombre de films produits

Le nombre de longs métrages produits et coproduits en 1996 s'inscrit en légère hausse par rapport à 1995 : 131 films, contre 129 en 1995. Depuis une dizaine d'années ce nombre apparaît comme relativement stable.

Le chiffre le plus pertinent pour refléter l'état de la production nationale reste celui du nombre de films d'initiative française, produits et financés intégralement ou majoritairement par des partenaires nationaux. Ce sont en effet les films d'initiative française qui représentent l'essentiel de l'emploi des artistes et techniciens français, de l'activité des réalisateurs et producteurs français et même des entrées en salles des films agréés. De plus, la quasi-totalité de ces films est tournée en langue française.

Il y a pour 1996, 104 films d'initiative française, niveau supérieur à celui de 1995. La tendance à la hausse observée sur la période 1994-95 après la baisse sensible enregistrée en 1993 et 1994 se confirme.

En revanche, les films de coproduction internationale connaissent un recul d'une dizaine de films par rapport à 1995. Au total, 43% des films agréés font l'objet d'une coproduction avec au moins une société de production étrangère, contre la moitié en 1996.

Par ailleurs, 3 films ont bénéficié de l'aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale. Ils représentent cette année une part marginale de la production cinématographique.

Le devis des films d'initiative française

Le volume global d'investissements sur les films d'initiative française décroît légèrement en 1996 : il se situe à 2 525,5 MF contre 2 722 MF l'année précédente. Ce sont essentiellement les investissements étrangers qui diminuent (environ 34%), les investissements français connaissant une baisse plus modérée (moins 4%).

Le devis moyen diminue sensiblement : 24,2 MF cette année, contre 28,1 MF l'année précédente.

La production d'initiative française se caractérisait en 1995 par un nombre plus important de films à petit budget et à l'inverse relativement moins de films coûteux. On enregistre une augmentation importante du nombre de "petits" films (moins de 15 MF) ; 45 en 1996 contre 34 en 1995.

A l'autre extrémité de la production, le nombre de films dont le devis est supérieur ou égal à 40 MF diminue. C'est dans la catégorie intermédiaire - les "gros budgets" compris entre 40 et 90 MF - que l'évolution est sensible, de 22 films en 1995 à 17 en 1996. Pour les films à "très gros budget" la situation est en revanche stable (2 films en 1995 et 1996).

Les premiers et deuxièmes films

La part des premiers et deuxièmes films dans la production nationale représente plus de la moitié de la production.

Le nombre de premiers films représente plus d'un tiers de la production nationale.

Les pré-achats de Canal Plus

107 films (dont 85 d'initiative française) de la production 1996 ont fait l'objet d'un pré-achat de Canal Plus pour un montant global de 678,4 MF.

Le nombre de films sur lesquels Canal Plus est intervenu en 1996 est supérieur à celui constaté les années précédentes mais n'atteint pas celui de 1992 : 124 films.

Les coproductions des chaînes en clair

65 films de la production 1996 (dont 56 d'initiative française) ont fait l'objet d'un pré-achat et d'une coproduction d'au moins une chaîne en clair. La participation des chaînes en clair dans le financement de la production des films sur la période 1995-1996 est stable (66 films en 1995).

Le montant global des apports de ces chaînes généralistes en coproduction et en pré-achats de films français ou de coproduction représente un volume global d'investissement de 484,6 MF dont : 221,2 MF pour TF1 ; 120,9 MF pour France 2 ; 99 MF pour France 3 ; 28,5 MF pour la Sept ; 15 MF pour M6 sur 4 films, dont 2 en second diffuseur (12 films en 1995). Ce montant global de 484,6 MF traduit une augmentation, par rapport à 8%.

Le financement des films avec avance sur recettes

37 films ont été produits cette année avec l'aide en amont de l'avance sur recettes (dont 13 premiers films) pour un investissement total de 95,8 MF. L'avance sur recettes représente en moyenne, pour les 37 films considérés, 11,45% du devis global et 13,24% du devis de la part française, soit une proportion identique à celle constatée les années précédentes.

Les investissements de soutien financier

Le montant des allocations de soutien financier investi par les sociétés de production s'est élevé à 295,8 MF en 1996. Il est en nette augmentation par rapport aux années précédentes (239 MF en 1995 et 192,8 MF en 1994).

spectacles vivants

Passages -Théâtres de l'Est de l'Europe, à Nancy et en Lorraine, du 2 au 10 avril. En 1996, à l'occasion de la première édition du festival *Passages*, le Centre dramatique national Nancy-Lorraine a accueilli des spectacles issus de quatre pays de l'est de l'Europe (Russie, Pologne, Arménie et Bulgarie). Cet événement international a été présenté à Nancy, et aussi dans les autres départements lorrains, grâce à l'organisation d'une tournée d'un spectacle de rue polonais.

Pendant une semaine, le public a découvert, selon Charles Tordjmann, directeur du théâtre de la Manufacture, "*comment ces metteurs en scène et ces acteurs des anciens pays communistes réussissent de manière magistrale, mais avec des moyens modestes, à articuler le rapport de l'individu à la société et à l'histoire et à créer un théâtre de l'âme collective*".

La seconde édition du festival *Passages*, en 1997, s'annonce stimulante. De nouveaux pays seront à l'honneur : la Yacoutie (république autonome de la Fédération de Russie, située dans le nord-est de la Sibérie) avec un spectacle nourri de culture chamaniste, et la Lituanie (avec trois spectacles).

La Bulgarie reste à l'affiche, avec la nouvelle pièce du Théâtre-atelier Sfumato de Sofia, *Apocryphes*, suite de rêves ancestraux sur la création de l'univers, d'après la mythologie apocryphe bulgare.

Ces spectacles seront joués en langue originale, surtitrés en français. Plusieurs autres manifestations sont destinées à enrichir cette semaine consacrée à l'Est (défilés de mode, stages théâtraux, rencontres-débats, expositions photographiques, projections de films, lectures de contes sibériens ...).

Rens : 03.83.37.42.42.

Le Centre d'art et d'essai de Mont-Saint-Aignan organise courant mars-avril des *Semaines de la danse*, (cycle danse et humour) consacrées en priorité aux jeunes créateurs. Créations, cartes blanches, rencontres-débats, exposition composent un programme exclusivement tourné vers la danse contemporaine et aux relations qu'elle entretient avec les autres langages artistiques.

Rens : Centre d'art, d'essai et de création, Mont-Saint-Aignan, 02.35.74.18.70. Fax : 02.35.74.54.37.

Le Printemps de l'Académie expérimentale des théâtres. "Le sens premier de l'Académie expérimentale est issu de la pratique exercée depuis ses débuts...Nous envisageons un enseignement qui fait son but de l'expérience partagée et non pas du savoir ancien", déclare Georges Banu, son directeur artistique. Emissions radiophoniques, travail avec les universités (Paris III et Paris VIII), séminaires, publications... constituent les nombreuses actions développées par l'Académie, dirigée par Michèle Kokosovski. Au programme de ce printemps 1997, une co-réalisation avec la Vidéothèque de Paris, les 20 et 27 mars, intitulée : *Représenter les fantômes, du théâtre au cinéma*, allier théâtre et cinéma. Une table ronde réunissant des metteurs en scène préoccupés par

l'irreprésentable au théâtre clôturera ce cycle. Par ailleurs, plusieurs ouvrages sont à l'affiche : *Le fantôme ou le théâtre qui doute*, de Monique Borie (Actes Sud) ; *Les répétitions. Un siècle de mise en scène, de Stanislavski à Bob Wilson* (Alternatives théâtrales) ; *Scénographes d'aujourd'hui* (Revue Séquences, n° hors série).

Rens : 01.42.56.85.89.

Dernier opéra pour enfants à être présenté à l'Opéra Bastille cette saison, *Brundibar* est un conte moral évoquant les contes anciens. C'est aussi, sur un autre registre, le témoignage exceptionnel de l'intense vie musicale qu'a connu Terezin, le camp-décor construit par les nazis pour montrer combien le sort des juifs était « enviable », alors qu'il servait d'antichambre pour Auschwitz...

90 enfants non professionnels ont travaillé toute l'année pour monter ce projet qui sera présenté les 23, 24 et 28 avril (19h 30) à l'Opéra Bastille. Tarif : 100 F, enfants : 35 F.

Rens : Servie culturel, 01.40.01.19.17.

Mille chœurs pour un regard

Philippe Douste-Blazy a tenu à ce que le ministère de la Culture apporte son soutien à la généreuse initiative de l'Association Rétina France-Afrp : l'opération Mille Chœurs pour un regard.

Cette association, créée en 1984, s'attache à récolter des fonds au bénéfice de la recherche médicale en ophtalmologie, pour lutter notamment contre certaines formes de dégénérescence rétinienne aboutissant d'une façon pratiquement inéluctable à la cécité, au terme d'une longue et pénible évolution.

Le chant choral, expression par excellence du partage, a été choisi par l'association Rétina France, qui a su réunir en 1996, pour la première édition de *Mille Chœurs pour un regard*, plus de 900 chorales pour quelque 530 concerts partout en France.

L'édition 1997 de *Mille Chœurs pour un regard*, placée sous le patronage de Claude Nougaro, devrait mobiliser plus de 100 000 choristes et plus de 1000 chorales. Elle a été montée avec le concours des Drac en régions. Outre le soutien du ministère de la culture, elle a reçu celui du ministère du travail, des affaires sociales et de la santé, et du ministère délégué à la jeunesse et aux sports, ainsi que l'aide d'organisations et groupes financiers : l'association à Cœur Joie, l'association générale des Intervenants Retraités, le Cnja, le Crédit Agricole, Groupama et la Société Essilor.

14, 15 et 16 mars. Rens : Rétina France-Afrp, 05.61.30.20.50. Fax : 05.61.78.91.00.

Le Tilf, théâtre international de langue française, propose la pièce *Le Faucon* de la québécoise Marie Laberge, au théâtre Déjazet, avec Myriam Boyer, Jean-Pierre Kalfon et Bruno Subrini. Le Tilf a pour vocation de « rendre compte de la fécondité des écritures théâtrales francophones et de la diversité de l'imaginaire né de toutes les identités de langue française. » Gabriel Garran, directeur du Tilf.

Rens : Tilf, 01.03.93.90. Fax : 01.42.39.14.77. ou théâtre Déjazet, 41 boulevard du Temple, 75003 Paris.

Premier Printemps du Maroc

Après s'être consacrée à la littérature et à la culture portugaise, *Le Monde autour du livre* a engagé un travail sur les littératures du Moyen-Orient. Cette association souhaite proposer, dans le cadre de son *Carrefour des Littératures et des Cultures du Monde*, des rendez-vous réguliers avec la culture marocaine. En 1997, ce premier *Printemps du Maroc* sera littéraire. D'autres manifestations sur la culture marocaine (musique, photographie, arts traditionnels, cinéma, gastronomie...) sont au programme. Elles se déroulent à Bordeaux - jumelée avec Casablanca depuis 1988 -, ainsi que dans toute la Gironde et en Aquitaine. Cette région entretient de nombreux échanges avec le Maroc dans le cadre de l'arc Atlantique. L'ensemble du programme a bénéficié du soutien de nombreux partenaires marocains et français (Conseil général, régional, mairie de Bordeaux, Drac et Dai pour le ministère de la Culture).

Bordeaux, du 21 au 28 mars. Rens : 05.56.44.92.40.

colloques, rencontres

Musique et Danse et Aménagement du Territoire. Alors que le schéma national d'aménagement du territoire est en pleine élaboration, ce colloque entend privilégier une réflexion de fond entre les pouvoirs publics et avec les divers acteurs, professionnels et amateurs, de la musique et de la danse sur l'ensemble du territoire.

Ses objectifs : définir les enjeux de l'aménagement du territoire en matière de musique et de danse ; interroger les complémentarités et les partages de compétence entre les collectivités publiques ; préciser enfin les outils et les moyens de la mise en œuvre des objectifs de développement musical et chorégraphique et dégager des pistes de travail et des axes de réflexion pour les années à venir.

La musique et la danse sont particulièrement concernées par le débat sur l'aménagement du territoire : en effet, les grands réseaux institutionnels d'enseignement, de pratique, de création et de diffusion se trouvent directement confrontés à la nouvelle donne que constituent l'évolution du milieu rural et du milieu urbain ainsi que l'émergence de nouvelles

pratiques et de nouveaux publics. Sociaux et économiques, artistiques et territoriaux, les enjeux musicaux et chorégraphiques participent pleinement de ce grand débat.

Organisé à l'instigation de l'Association nationale des Délégués départementaux à la musique et à la danse, ce colloque aura fait l'objet d'une préparation approfondie, associant au ministère de la Culture la Datar et les grandes associations d'élus (Association des maires de France, Assemblée des présidents de Conseils généraux, Association des présidents de Conseils régionaux, Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture), en collaboration avec la Conférence nationale des associations régionales de développement musical et chorégraphique et l'Observatoire des politiques culturelles de Grenoble.

16 - 17 avril, Palais des Congrès, Dijon. Rens : Catherine de Benedittis, 41, rue Vannerie, 21000 Dijon, 03.80.72.53.73. Fax : 03.80.72.53.99.

L'Institut international de la marionnette organise une rencontre des centres de documentation, bibliothèques, musées et personnalités, consacrée aux Arts de la marionnette, pour créer un *Réseau international des sources de recherche sur la marionnette*.

Cette rencontre aura lieu à Charleville-Mézières les 10, 11, 12, 13 avril 1997. Elle permettra de faire un état des lieux du patrimoine de chacun et, par la création d'un réseau, d'envisager des perspectives d'échange et de collaboration ainsi que la création d'outils de communication destinés à favoriser la recherche dans le domaine des arts de la marionnette.

Rens : Institut international de la marionnette, 03.24.33.72.50. Fax : 03.24.33.54.28.

Forum international sur l'Intolérance

L'Académie universelle des Cultures va tenir son grand forum sur le thème de l'intolérance, en présence de Philippe Douste-Blazy, sous la présidence d'Elie Wiesel.

Fondée par Elie Wiesel en 1992 et installée à Paris par le Président de la République, l'Académie réunit, plusieurs fois par an, une soixantaine d'intellectuels. Depuis cinq ans, ses membres réfléchissent aux moyens de préparer l'humanité à construire un monde où régneraient les droits de l'homme. L'intolérance est cette année au cœur des débats. Deux jours durant, les membres de

écouter, voir

l'Académie débattront de cette question devant un large public au sein desquels des élèves de terminale de tous les lycées de France sont invités à témoigner et à participer. Ces travaux formeront la matière du prochain tome de la collection consacrée à l'Académie universelle des Cultures aux éditions Grasset.

27- 28 mars, à l'Unesco et à la Sorbonne. Rens : Académie universelle des Cultures, 01.47.03.88.32/76.93. Fax : 01.47.03.87.51.

Les Ambassades 1997, ces rencontres internationales de littérature de langue française tiendront leur 5^e édition dans toute la région Centre (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret). Cette manifestation se décompose en deux mouvements : rencontres en région Centre, qui permettent aux lecteurs des six départements de la région de rencontrer une vingtaine de poètes dans une trentaine de lieux différents ; colloque à Tours les 4 et 5 avril 1997, qui réunira des poètes francophones et les éditeurs lors de trois tables rondes.

Rens : Agir, Marie-Pierre Rigollet, BP 122, Quartier Rochambeau, 41106 Vendôme cedex, 02.54.72.27.49. Fax : 02.54.73.13.12.

La Fête du livre de Bron, la manifestation littéraire la plus importante de la région lyonnaise, rassemble cette année autour du thème du "corps" une quarantaine d'écrivains français et étrangers. Tables rondes, débats, lectures et conférences sont organisés, en même temps qu'une librairie thématique de 1000 m² regroupe une quinzaine de libraires de la région autour de ce thème.

21-23 mars, Bibliothèque municipale de Bron, 04.72.36.13.84.

publications

Parution du cédérom **La recherche architecturale, travaux 1994**. Les activités de recherche se développent depuis de nombreuses années dans les écoles d'architecture. Elles concernent tous les aspects de l'architecture, pratiques et théoriques, culturels et sociaux ; la ville y occupe une place centrale, l'informatique voisine avec l'histoire de l'art, l'esthétique avec l'étude des ambiances et la sociologie. Le cédérom présente les travaux produits en 1994 par plus de trente laboratoires ou équipes selon les entrées suivantes : écoles, formations, chercheurs et mots clés, complétées par « la Vitrine » composée d'images fixes ou animées et de documents sonores. Réalisé par des chercheurs en informatique à l'école d'architecture de Lyon (équipe ARIA), ce disque ouvre une nouvelle voie de diffusion pour la recherche en architecture.

Compatible Macintosh (68030 et +) et PC (486 dx2-66 et +). Rens : Anne Laporte 01.40.15.32.76.

Cent aventures culturelles pour les jeunes, projets culturels de quartiers, milieu scolaire, cafés-musiques... les projets dans lesquels des jeunes ont été impliqués en 1995-1996 dans toutes les régions de France dépasse bien

évidemment la centaine, mais cet ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité. Il propose plus modestement une sorte de visite guidée sous forme de reportages et de fiches descriptives. Un dossier-ressource vient compléter ce document édité à l'intention de l'ensemble des acteurs impliqués dans ces actions.

Collection Les dossiers Direct, 150 p. Disponible à la DDF (Elisabeth Dumas, 01 40 15 7816) et auprès des Centres d'accueil, d'information et de documentation des Drac. Consultable auprès des missions locales.

Afrique en créations, association financée par le ministère de la Coopération et soutenue par le ministère de la Culture, a édité un **Guide du théâtre en Afrique et dans l'Océan indien**.

Réalisé sous la direction de Jean-Pierre Wurtz, inspecteur général de la création et des enseignements artistiques au ministère de la Culture, et la coordination de Valérie Thfoin, chargée de mission à **Afrique en créations**, le guide présente, en un millier de références, les principales structures (compagnies dramatiques, lieux de spectacles, festivals) de la vie théâtrale de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et de l'Océan indien proche, y compris de l'île de la Réunion.

Rens : Afrique en créations. 51, rue St Anne - 75002 Paris. Tel : 01.42.60.61.03. Fax : 01.42.60.60.82.

Brèves d'ailleurs. Ce projet est mené depuis dix ans par la Maison du geste et de l'image. En 1996/97, l'opération met en relation dix auteurs francophones avec vingt-trois ateliers de Paris, Province et de l'étranger, soit environ 400 élèves. Nés de ces rencontres, dix courts textes de théâtre rassemblés dans un ouvrage co-édité avec Actes Sud-papiers sous le titre **Brèves d'ailleurs**. L'ouvrage sortira pour le prochain salon du livre (12 mars). Les textes feront ensuite l'objet d'une présentation publique par les élèves des ateliers au Théâtre Paris-Villette et au Tilt.

Rens : maison du geste et de l'image, centre de recherche et d'éducation artistique, 42 rue Saint-Denis, 75001 Paris, 01.42.36.33.52.

Les Chirié, une dynastie d'architectes, répertoire numérique du fonds déposé en 1990 par Pierre et Jacques Chirié et rassemblant les documents

écouter, voir

accumulés à partir des années trente et pendant un demi-siècle, par le cabinet d'architecture créé par leur père, Eugène Chirié. Plans, dessins, maquettes en volumes et photographies témoignent de la richesse et de la diversité des études et réalisations de cette époque. *Publication des Archives départementales des Bouches-du-Rhône, sous la direction de Christian Oppetit. 200 p., ill., 150 F.*

Les lieux scéniques en France. Jean Chollet et Marcel Freydefont répertorient les salles de spectacle construites en France entre 1980 et 1995, sous forme de monographies, de fiches documentaires, de rappels chronologiques et d'index. *Ed. AS collection scéno+. 382 p., 180 plans de lieux, 252 photos et 3 index, 350 F.*

La 4^e édition des *Indicateurs Statistiques de l'Audiovisuel* vient de paraître à la Documentation française. Cet ouvrage qui met en chiffres l'audiovisuel est le fruit d'une collaboration entre le Sjt, le Cnc, le Csa et l'Ina.

Quelques enrichissements ont été apportés : pour la première fois, des séries sont présentées pour les différents sous-secteurs de l'audiovisuel (production de films, de programmes, etc.). Elles portent sur la période 1989-1995.

Rens : Documentation française, 01.40.15.70.00.

écrans

Les écrivains font leur cinéma, 7^e rencontre. Chaque soir, un écrivain vient présenter le film de son choix au public et s'entretenir sur les raisons de ce choix. Cette année : Janine Matillon présente *La vallée de la peur* (Raoul Walsh 1958) ; Philippe Sollers présente *La porte de l'enfer d'Auguste Rodin* (P. Sollers et L.L'allinec 1991)....

24 - 28 mars. Centre Jean Vigo, 6 rue Franklin, 33000 Bordeaux.
Rens : 05.56.44.35.17. Fax : 05.56.01.05.84.

Le Comité international de l'Icom pour l'audiovisuel (Avicom) poursuit ses soirées consacrées à l'audiovisuel. Prochaine séance, lundi 24 mars à 18h 30 : *Images de synthèse et réalité virtuelle.*

Musée des Atp, 6 av. du Mahatma Gandhi, 75116 Paris. Entrée libre.
Rens : 01.40.20.56.31.

Les chiffres clés du Cnc est une version totalement remaniée des annuaires précédents. Elle a été réalisée par la mission statistique, avec la collaboration des services et directions du Cnc.

L'ouvrage couvre un grand nombre de champs d'activité du Centre : production cinématographique et audiovisuelle, distribution, films, équipements, activité des salles, fréquentation, diffusion des films à la télévision, vidéo, exportations, publics des salles, données internationales. Les données sont exclusivement nationales.

Chaque chapitre est composé de trois parties : une présentation générale décrivant le cadre institutionnel et les sources statistiques utilisées, précisant les définitions, et fournissant des indications bibliographiques ; une synthèse graphique des principaux résultats ; l'ensemble des tableaux relatifs au chapitre.

Disponible au Cnc - Mission statistique : 01.44.34.36.34.

CONCOURS

Institut de formation des restaurateurs d'oeuvres d'art. Le prochain concours d'admission à l'Ifroa aura lieu à partir du 21 d'avril 1997 (épreuves de pré-admissibilité). Il permettra l'admission de 25 élèves maximum, dans huit sections (arts du feu, arts graphiques, arts du métal, arts textiles, mobilier, peinture, photographie, sculpture).

Les dossiers d'inscription peuvent être retirés depuis le 10 février 1997, au siège de l'Institut, 150 avenue du Président Wilson 93210 Saint-Denis La Plaine (clôture des inscriptions : le 21 mars 1997).

Les études à l'Ifroa durent quatre années à plein temps. Les cours, qui assurent la progression dans la pratique de la restauration en atelier dans les différentes disciplines scientifiques et techniques, artistiques et historiques, sont regroupés sur trois ans.

La quatrième année est consacrée à l'exécution d'un travail de restauration approfondi. Ce travail consiste en un mémoire portant sur la restauration de tout ou partie d'une ou plusieurs oeuvres, avec la constitution d'un dossier complet de restauration, prenant en compte les aspects historiques et artistiques ainsi que les aspects scientifiques et techniques de l'oeuvre à traiter.

Rens : Ifroa, 01.49.46.57.00. Fax : 01.49.46.57.01.

Réuni le jeudi 27 février 1997, **le jury d'architecture pour la construction de l'école d'architecture de Compiègne**, co-présidé par le préfet de l'Oise et par le directeur de l'Architecture a désigné comme lauréat le projet présenté par Henri Ciriani parmi les trois équipes sélectionnées - Labfac (Michelin-Geipel), Ciriani et Hondelatte-Lacaton-Vassal.

écouter, voir

L'école d'architecture de Compiègne, pour laquelle la Direction de l'Architecture est maître d'ouvrage, s'inscrit dans le projet de création de trois nouvelles écoles destinées à mieux équilibrer l'offre de formation en matière d'architecture.

Le choix de son implantation à proximité de l'Université technologique de Compiègne vise à la constitution de liens étroits avec celle-ci, la plaçant ainsi à l'avant-garde des relations futures que l'enseignement de l'architecture devra entretenir avec le reste de l'enseignement supérieur. Sa capacité d'accueil sera de 600 étudiants et son ouverture programmée pour la rentrée d'octobre 1999. L'enveloppe financière globale pour cette opération est de 90 MF.

L'architecte lauréat, Henri Ciriani, né en 1936 a été grand prix d'architecture en 1983. Membre de l'AUA de 1968 à 1982, il a construit plusieurs programmes de logements sociaux dans la continuité du mouvement moderne (La Noiseraie à Marne la Vallée en 1980, La Cour d'Angle à Saint-Denis en 1982, plusieurs ensembles à Evry et à Marne la Vallée en 1986). Professeur d'architecture, il enseigne depuis 1969, d'abord à l'école d'architecture de Paris-Tolbiac puis de Paris-Belleville. Ses dernières réalisations sont le Musée de l'Arles antique et l'Historial de la Grande Guerre à Péronne.

Rens : Da, Mission communication, 01.40.15.32.67.

Résultats du jury d'architecture pour la construction de l'École d'architecture de Tours. À l'issue de la première sélection qui a eu lieu le lundi 3 février 1997, quatre équipes ont été retenues pour concourir sur le projet d'architecture de la future école d'architecture de Tours : Alain Sarfati, Jean-Marc Ibos et Myrto Vitart, Nasrine Seraji, Jean-Claude Pondevie.

Le jury examinera les projets et désignera le lauréat le 26 mai 1997.

expositions

Vendredi 21 et samedi 22 mars, **portes ouvertes à l'école nationale de création industrielle.** Le même week-end, l'école nationale supérieure des beaux-arts organise, pour la première année, deux journées d'information destinées aux futurs candidats à l'examen d'admission.

21-22 mars, de 10h à 17h. Rens : Ensb-a, 14 rue Bonaparte, 75006 Paris, 01.47.03.50.74 ; Ensci, 46-48 rue Saint-Sabin, 75011 Paris, 01.49.23.12.22.

Les Archives municipales de Marseille présentent, du 26 mars au 31 mai une exposition consacrée à **Henri Espérandieu, architecte de Notre-Dame-de-la-Garde.** Accueillie dans la salle des Fêtes du Palais des Arts, également construit par l'architecte, l'exposition présente outre les documents essentiels (et inédits) du fonds Espérandieu récemment acquis par la ville, des pièces en provenance notamment des archives départementales des Bouches-du-Rhône, du musée des Beaux-arts de Nîmes, du musée de l'histoire de Marseille, et de la basilique Notre-Dame-de-la-Garde elle-même. C'est toute

l'histoire de celle-ci de son chantier et de ses architectes Espérandieu, Revoil et Bérengier qui est évoquée. Le catalogue de 100 pages constitue un ouvrage de référence aussi bien destiné au public amateur qu'aux historiens de l'art.

Rens : Isabelle Langlade, Archives municipales de Marseille, 1 place A. Carli, 04.91.55.93.97.

De la Vénus de Lespugue au Penseur de Rodin, une exposition tactile/malle pédagogique sur l'histoire de la statuaire depuis la préhistoire jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Les 12 sculptures en résine reproduites à la taille originale sauf deux trop grandes et choisies dans la collection des moulages de la Réunion des musées nationaux sont le point de départ d'une découverte tactile et ludique destinée à tous les publics.

C'est par le toucher que le visiteur s'imprègne de chaque statuette et qu'il cherche ensuite à la reconstituer à l'aide de jeux d'assemblages. Réalisé avec la participation de personnes déficientes visuelles, chaque élément a été pensé et testé afin de permettre une meilleure expression tactile.

Destinée à l'itinérance, cette approche de la sculpture constitue un outil pédagogique de base pour les musées et les institutions culturelles.

Cette première réalisation d'Artesens a été conçue en collaboration avec la Direction des musées de France.

Présentation publique : au musée Maurice Denis à Saint-Germain en Laye, du 22 mars au 6 avril 1997- Tél : 01.39.73.77.87.

nominations

□ **Les statuts de la mission pour la préfiguration du musée de l'Homme, des arts et des civilisations** ont été déposés et le premier conseil d'administration de cette association s'est réuni le 28 février. En sont membres fondateurs : **JACQUES FRIEDMAN, FRANÇOISE CACHIN**, directeur des musées de France, **BERNARD DIZAMBOURG**, directeur de l'information scientifique, des technologies nouvelles et des bibliothèques au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En sont

écouter, voir

membres de droit : les ministres de l'Education nationale, de la Culture, de l'Economie, des Finances et du Budget, de la Défense.

Ce premier conseil a désigné **STÉPHANE MARTIN**, directeur de cabinet du ministre de la Culture, vice-président, **SERGE LOUVEAU**, secrétaire général de l'Epgl, secrétaire général et **BERNARD DIZAMBOURG**, trésorier. **GERMAIN VIATTE** a été nommé directeur du projet muséologique

□ Philippe Douste-Blazy nomme **JEAN-CLAUDE FALL** à la direction du Centre dramatique national des Treize-vents de Montpellier. Il succédera à partir du 1er janvier 1998, à Jacques Nichet nommé quant à lui à la direction du Cdn de Toulouse à la même date. Jean-Claude Fall devra jouer, à partir du Cdn de Montpellier, un rôle d'irrigation de l'ensemble du territoire de la région Languedoc-Roussillon.

□ **GUILLAUME HUSSON** est nommé chargé d'études au Département des études et de la prospectives (Dep) à partir du 1er mars 1996. Il était auparavant au département des affaires internationales.

□ **JEAN-JACQUES LUGBULL** a pris ses fonctions de directeur des services éditoriaux et commerciaux de la Réunion des musées nationaux le 17 février, en remplacement de Jean-François Chougnat. Il a exercé des fonctions commerciales successivement à la Seita, à Sucre-Union (agro-alimentaire) et à Dmc (textile) avant d'être directeur général de la filiale L'Amy France (cinquième groupe mondial de fabrication et distribution de lunettes).

□ **DIDIER LEVALLET** vient d'être nommé directeur musical du prochain Orchestre national de jazz, dont les activités débiteront dès le mois de septembre 1997. Contrebassiste, compositeur, arrangeur et chef d'orchestre, Didier Levallet a été très remarqué pour son travail sur l'utilisation des instruments à cordes.

Le calendrier de la Commission d'aide à la création dramatique pour 1997 et 1998 est fixé comme suit :

□ session de janvier 1997 : examen des dossiers en instance de la session de juin 1996. Résultats : 2^e quinzaine de février 1997

□ session d'avril-mai 1997 : dépôt des dossiers : jusqu'au 31 octobre 1996. Réunion de la Commission : avril-mai 1997. Résultats : juin 1997

Il n'y aura pas de dépôt de dossiers fin mars

□ première session 1998 : dépôt des dossiers : jusqu'au 30 juin 1997. Réunion de la Commission : décembre 1997. Résultats : février 1998

□ seconde session 1998 : dépôt des dossiers : jusqu'au 31 octobre 1997. Réunion de la Commission : avril-mai 1998. Résultats : juin 1998

Rens. et retrait des dossiers : Bureau de la promotion des auteurs dramatiques - ministère de la Culture, direction du Théâtre et des Spectacles, 28 rue Saint-Dominique, 75007 Paris, 01.44.11.72.70.

Glossaire

Afaa : association française d'action artistique, **Bnf** : bibliothèque nationale de France, **Bpi** : bibliothèque publique d'information, **Cnap** : centre national des arts plastiques, **Cnc** : centre national de la cinématographie, **Cnl** : centre national du livre, **Cnmhs** : caisse nationale des monuments historiques et des sites, **Cnp** : centre national de la photographie, **Crl** : centre régional des lettres, **Da** : direction de l'architecture, **Daf** : direction des archives de France, **Dag** : direction de l'administration générale, **Dai** : département des affaires internationales, **Dap** : délégation aux arts plastiques, **Ddf** : délégation au développement et aux formations, **Dep** : département des études et de la prospective, **Dglf** : délégation générale à la langue française, **Dic** : département de l'information et de la communication, **Dll** : direction du livre et de la lecture, **Dmd** : direction de la musique et de la danse, **Dmf** : direction des musées de France, **Dp** : direction du patrimoine, **Drac** : direction régionale des affaires culturelles, **Dts** : direction du théâtre et des spectacles, **Ensad** : école nationale supérieure des arts décoratifs, **Ensb-a** : école nationale supérieure des beaux-arts, **Ensci** : école nationale supérieure de création industrielle, **Rmn** : réunion des musées nationaux.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Stéphane Martin.
RÉDACTEUR EN CHEF : Françoise Pams. RÉDACTION : Elisabeth Vitou 01.40.15.83.65, Sophie de Castelnau 01.40.15.82.95, Florent Thiboult 01.40.15.81.41. COMITÉ DE RÉDACTION : Jacques Bordet, Didier Cossé, Hélène Dos Santos, Hélène Dussauchoy, Robert Fohr, Michel Gerbaud, Brigitte Jais, Amal Lahlou, Martine Lehmans, Dominique Lesterlin, Elisabeth Letourneur, Catherine Merlhiot, Jacques Vincent. A COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Chantal Jaudon. MISE EN PAGE (PAO) : Sophie de Castelnau. Pour recevoir la lettre d'information, adresser une demande écrite au Dic, ministère de la Culture, 3, rue de Valois, 75042 Paris Cedex 01. Fax : 01.40.15.85.52. CONCEPTION GRAPHIQUE : Polytechniques. IMPRIMEUR : Maulde et Renou. NUMÉRO DE COMMISSION PARITAIRE : 1290 AD. Nouvelle série. Le numéro : 2 F. TIRAGE : 29 000 ex. MINITEL : 3615 Culture. INTERNET : <http://www.culture.fr>